



# **SEMINAIRE D'INFORMATION**

**Délégués à l'éducation routière  
Chefs de service  
Chefs de bureau circulation**

**19 au 22 janvier 2016**

# Programme de la journée

- 09H30 - 09H45 Mot d'accueil et propos introductifs de  
**M. Emmanuel BARBE**  
délégué interministériel à la sécurité routière  
délégué à la sécurité et à la circulation routières
- 09H45 Présentation de la DSCR et d'ERPC  
La réforme du permis de conduire : bilan et perspectives  
Textes « permis de conduire » parus / à paraître
- 11H00 - 11H15 Pause
- 11H15 Externalisation de l'épreuve théorique générale  
Présentation nouvelles diapositives  
Echanges – Questions / Réponses diverses
- 12H30 - 14H15 Pause déjeuner

# Programme de la journée

- 14H15 - 14H45 Plan préfecture nouvelle génération (PPNG)  
Volet permis de conduire  
Interventions de Madame Mireille LARREDE,  
Messieurs Michel BERGUE et Guillaume QUENET

\* \*

## Scission en 2 groupes

- Groupe préfectures
- 14H45/15H00 Dématérialisation de la demande du permis de conduire :  
état des réflexions  
Retour sur le pilotage territorial
- 15h15/15H30 Pause
- 15H30 Actualité du FNPC : Evolutions du SNPC et RESPER
- 16H30 Questions diverses et clôture

# Programme de la journée

## Groupe délégués

- 14H45/15H15      Passage sous Android de l'application APEP  
Mesures de gestion (réserve, infocentre, MNA)
- 15h30/15H45      Pause
- 15H45              Remplacement du BEPECASER par un titre professionnel  
Mission de contrôle des IPCSR  
Assurance qualité des examens et formation
- 16H30              Questions diverses



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE  
L'INTÉRIEUR

# Présentation de la DSCR



# DÉLÉGATION À LA SÉCURITÉ ET À LA CIRCULATION ROUTIÈRES

01.86.2 (suivi du n° de poste à 5 chiffres)

## CONSEILLERS TECHNIQUES INTERMINISTÉRIELS

André DUCO, *insp. d'académie Educ. nat.* ☎ 159.02  
 Sophie FEGUEUX, *médecin Santé* ☎ 159.75  
 Cécile RACKETTE, *magistrate Justice* ☎ 159.52

## CONSEILLERS TECHNIQUES MINISTÉRIELS

Marie-Claire de FRANCLIEU, *ag. cont., Recherche* ☎ 159.76  
 Philippe STREIFF, *ag. cont., Insertion Handicap* ☎ 159.74  
 Joël VALMAIN, *ag. cont., Europe - International* ☎ 159.73

## DÉLÉGUÉ INTERMINISTÉRIEL À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Délégué à la sécurité et à la circulation routières

Emmanuel BARBE, *magistrat* ☎ 159.00

Adjoint au délégué  
 Alexandre ROCHATTE ☎ 158.30

Chef de cabinet du délégué  
 Marie-Christine VERGEZ, *att HC* ☎ 159.50

## OBSERVATOIRE NATIONAL INTERMINISTÉRIEL DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Manuelle SALATHE, *ICPEF* ☎ 159.20  
 Adjointe : Céline SAUTECOEUR ☎ 159.22  
 Adjointe : Maria KALOMIRI, *APAE* ☎ 159.21

## DÉPARTEMENT DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION

Laurence DERRIEN-LALLEMENT  
*ag. cont.* ☎ 159.61

Adjointe  
 Laurence DUDAL, *ag. Cont.* ☎ 159.62

## BUREAU DE PRESSE ET ACTUALITÉS

Jean-Noël FOURNIER, *ag. Cont.*  
 ☎ 159.63

## BUREAU CAMPAGNES NATIONALES ET ÉVÉNEMENTS

Laetitia MOCH, *ag. cont.* ☎ 159.70

## BUREAU DIGITAL, ÉDITION, GESTION, DIFFUSION

Caroline JEANJEAN, *ag. cont.*  
 ☎ 159.60

## SOUS-DIRECTION DE L'ÉDUCATION ROUTIÈRE ET DU PERMIS DE CONDUIRE

Pierre GINEFRI, *sous-directeur*  
 ☎ 159.80

Adjointe  
 Isabelle BUREL, *sous-préfète* ☎ 158.90

## BUREAU DE L'ÉDUCATION À LA CONDUITE ET À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Emmanuel SHEARER, *APAE* ☎ 158.47

## BUREAU DU PERMIS DE CONDUIRE

Patricia MOUTAFIAN, *AC* ☎ 159.30

## BUREAU DE L'ANIMATION ET DES RESSOURCES

Guillaume CUESTA, *APAE* ☎ 158.91

## SERVICE DU FICHIER NATIONAL DES PERMIS DE CONDUIRE

Eric BIERGEON, *CAIOM*  
 ☎ 01.60.37.16.33

## SOUS-DIRECTION DE L'ACTION INTERMINISTÉRIELLE

Ludovic GUILLAUME, *sous-directeur*  
 ☎ 158.80

Adjoint  
 Pierre VAISS, *IPEF* ☎ 159.10

Chargé de mission  
 Thierry DEBUIRE, *lieutenant colonel*  
 ☎ 158.66

## BUREAU DES USAGERS DE LA ROUTE ET DE LA RÉGLEMENTATION DES VÉHICULES

Philippe FOURNIER-MONTGIEUX, *AC*  
 ☎ 158.92

## BUREAU DES POLITIQUES DE L'ANIMATION LOCALES

Marion JOFFRE, *CAIOM* ☎ 158.38

## BUREAU DE LA LÉGISLATION ET DE LA RÉGLEMENTATION

Bureau de la signalisation  
 et de la circulation  
 Rodolphe CHASSANDE-MOTTIN, *IPEF*  
 ☎ 158.41

## MISSION EXPERTISE AUTOMOBILE

Emmanuel DODILLE, *SACDD-CN* ☎ 158.51

## SOUS-DIRECTION DES ACTIONS TRANSVERSALES ET DES RESSOURCES

Serge PINSON, *sous-directeur*  
 ☎ 158.40

Adjoint  
 Rémi AZAIS, *AC* ☎ 158.50

## BUREAU DES FINANCES

Didier DOBRZYNSKY, *APAE* ☎ 159.16

## BUREAU DE L'INFORMATIQUE ET DES RÉSEAUX

Pierre Emmanuel STEVENIN ☎ 159.19

## BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES

ET DES MOYENS  
 Dorothée NIOGRET, *AAE* ☎ 159.40

## CHARGÉE D'ÉTUDES DOCUMENTAIRES DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Catherine LISSA, *CED* ☎ 158.54

## DÉPARTEMENT DU CONTRÔLE AUTOMATISÉ

Chef du département  
 Paul-Emmanuel CALLIARD, *ag. Cont.*  
 ☎ 159.44

Adjointe  
 Marie-Pierre GOUBY-VIVIER, *C4E*  
 ☎ 159.42

## PÔLE DÉPLOIEMENT

Guillaume LAVAUD, *Lieutenant* ☎ 159.47

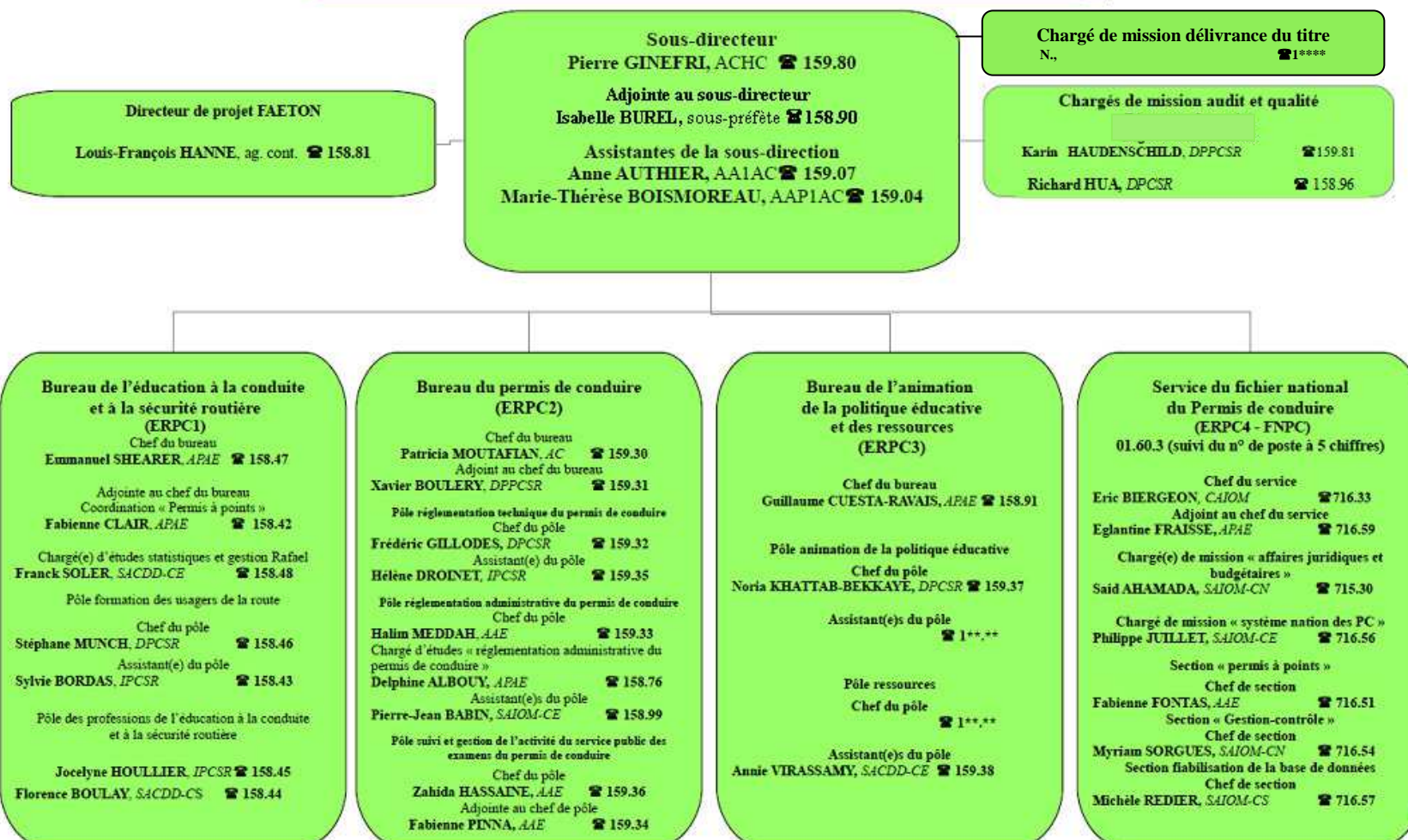
## PÔLE MAINTENANCE

☎ 159.48

## PÔLE ADMINISTRATIF

☎ 159.49

**SOUS-DIRECTION DE L'EDUCATION ROUTIERE  
ET DU PERMIS DE CONDUIRE (ERPC)**  
(01.86.2 suivi du n° de poste à 5 chiffres)





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE  
L'INTÉRIEUR

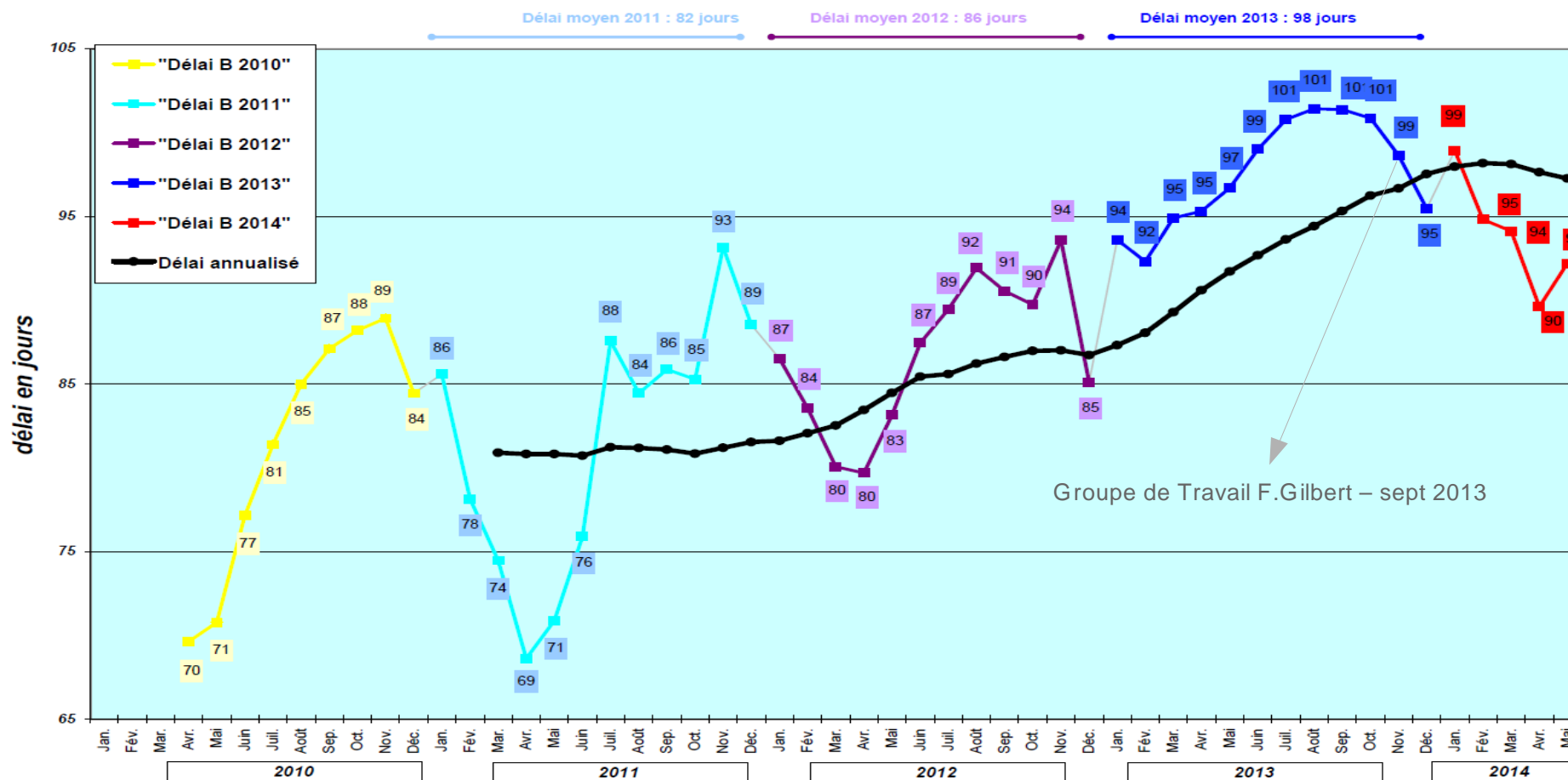
# La réforme du permis de conduire





## Evolution du délai d'attente entre les deux premières présentations

Délai moyen 2013 : 98 jours

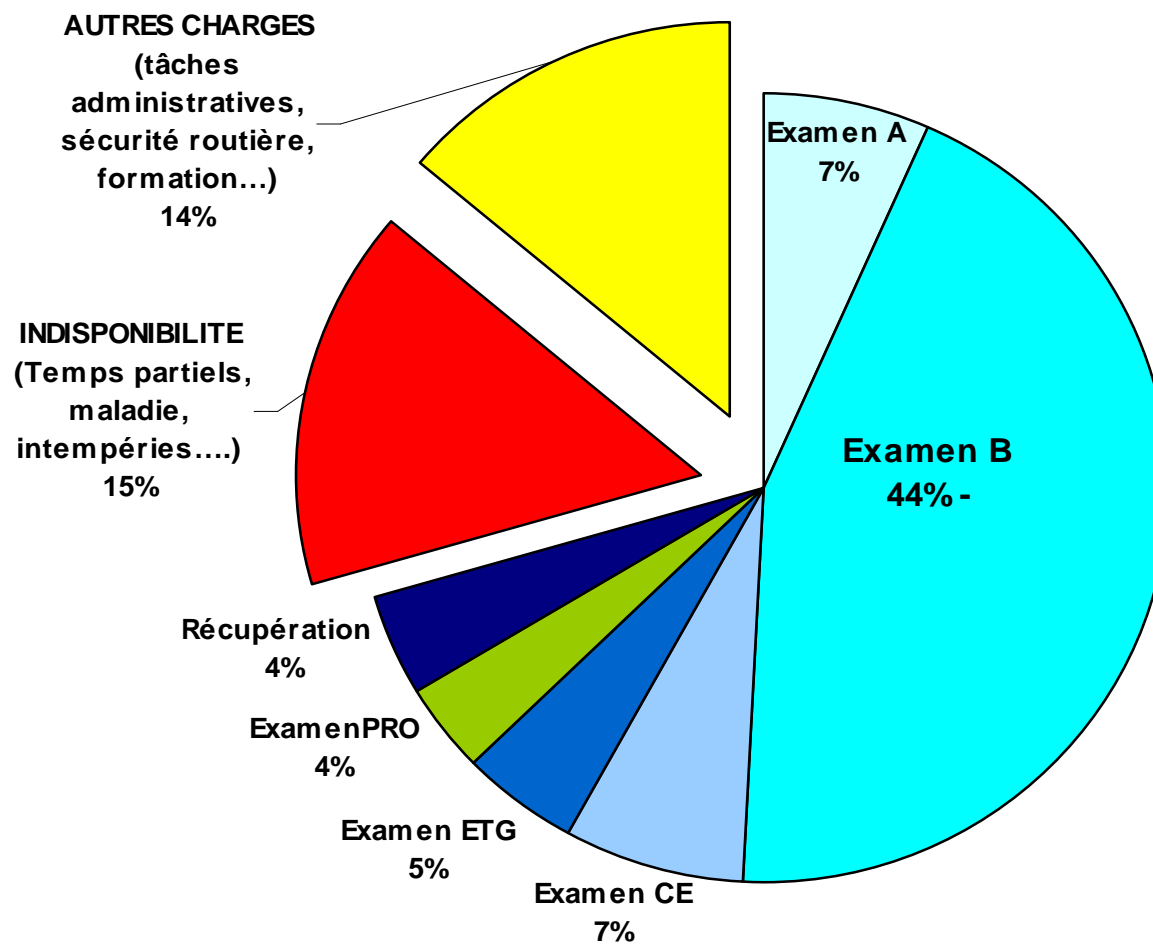




# Activités des IPCSR

**De août 2013 à juillet 2014**

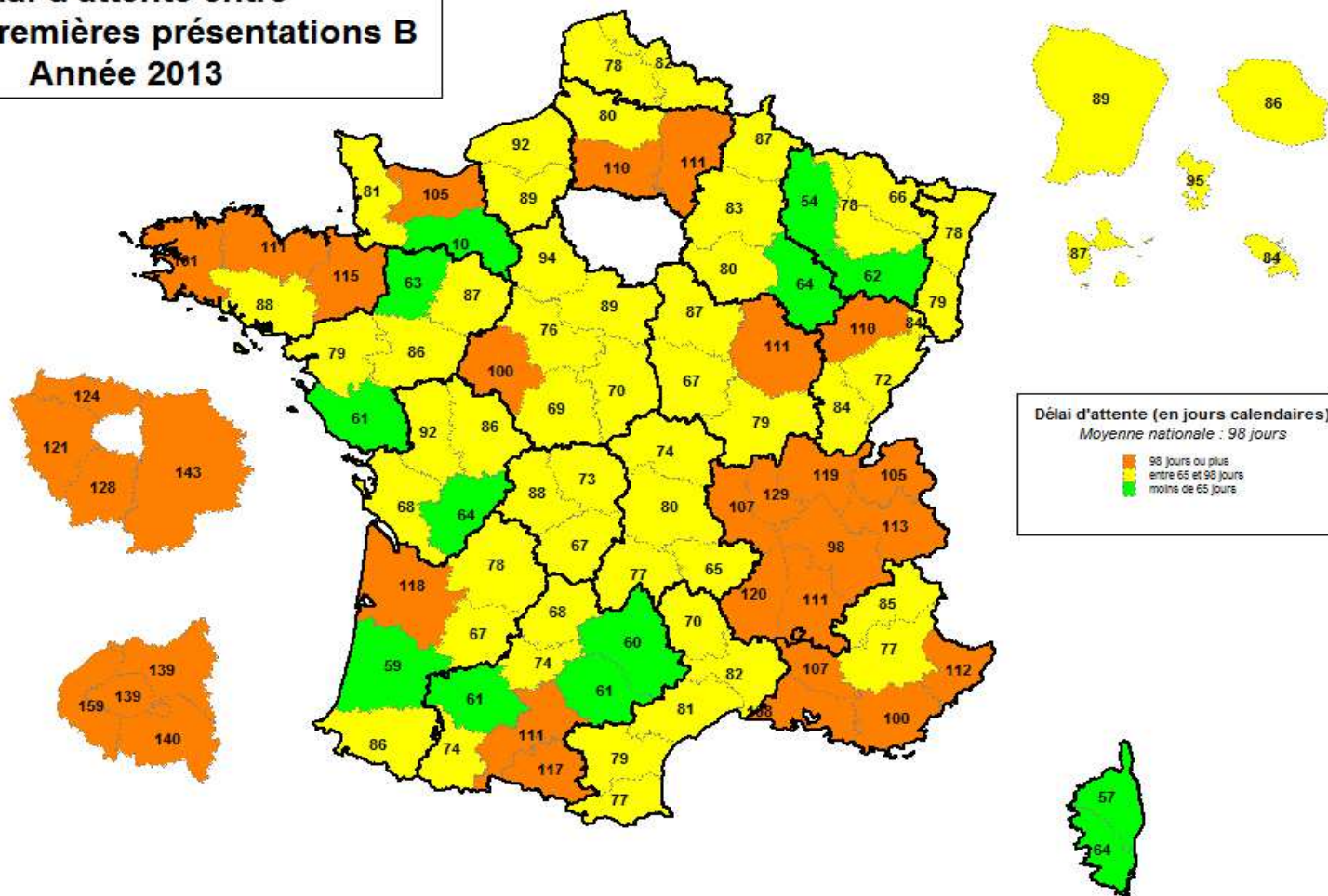
(206 jours exclut les dimanches, samedis hors examens supp et congés légaux)



# Délai d'attente moyen selon les départements en 2013

Seuils :  
14-365

Délai d'attente entre  
les deux premières présentations B  
Année 2013



# Rappel des objectifs

**Ils ont été annoncés par le ministre de l'intérieur le 13 juin 2014**  
**« Un permis plus accessible, plus moderne, plus transparent »**

- Diminuer les délais d'attente entre la première et la deuxième présentation à l'épreuve pratique du permis de conduire de catégorie B,
- Favoriser l'apprentissage de la conduite accompagnée
- Réduire le coût du permis
- Moderniser les conditions contractuelles entre le candidat et l'école de conduite (contrats en ligne) et moderniser la profession



# Les éléments mis en œuvre et leurs conséquences

## Mesures d'urgence mises en place dès juillet 2014 pour créer des places d'examen B

- **13ème unité**, réduction du temps d'examen de 35 minutes à 32 minutes
- **ETG** confiée à des réservistes et à des agents publics : à hauteur de 100 agents publics et de 25 réservistes en moyenne d'août 2014 à novembre 2015

## Mesures structurelles décidées

- Externalisation de l'ETG confiée à des organismes agréés
- Externalisation des titres et diplômes professionnels du groupe lourd

# Les éléments mis en œuvre et leurs conséquences

## Créer des places d'examen B

**Potentiel annuel de places d'examen B supplémentaires estimé à :**

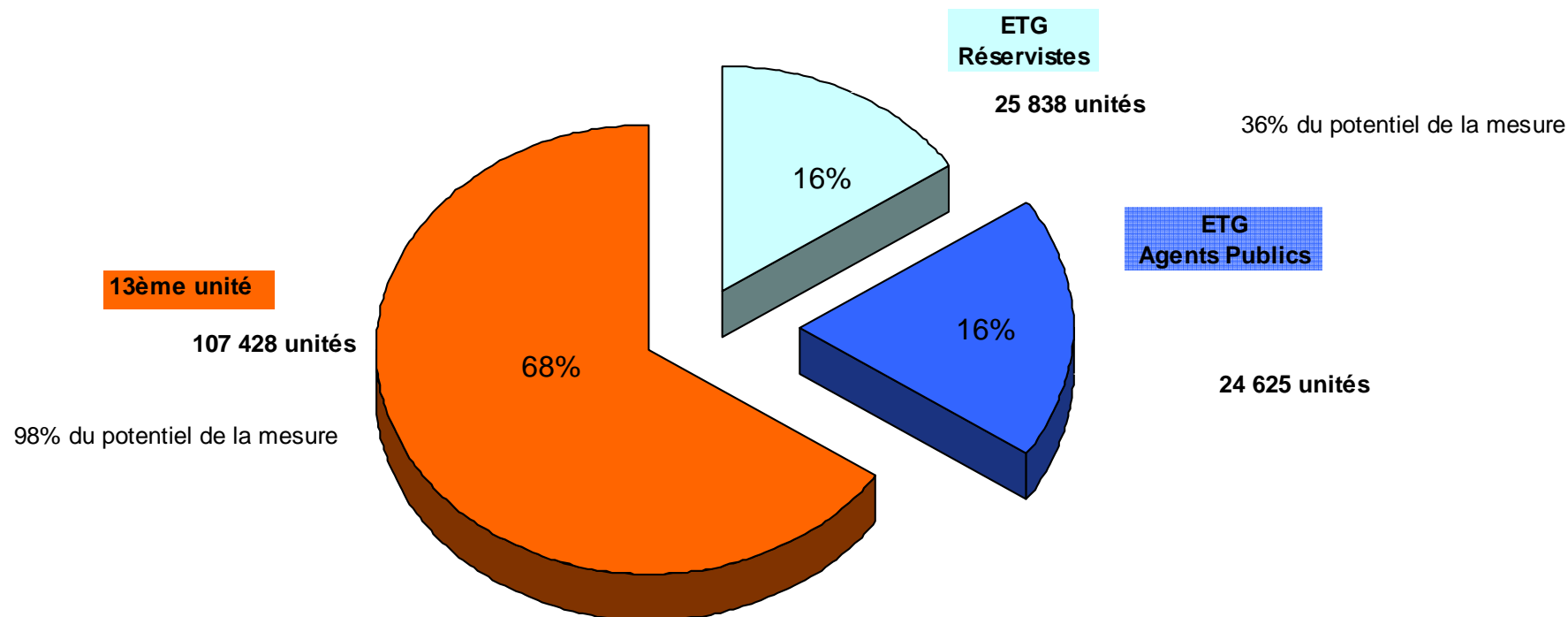
- Passage de 12 à 13 unités B / jour : **110 000 examens B**
- Externalisation de l'ETG : **142 000 examens B**
- **Diplômes professionnels du groupe lourd** confiés au ministère de l'éducation nationale : **15 000 examens B**

# 12 mois après...

## Les effets des mesures de la réforme

### Effets des mesures d'urgence

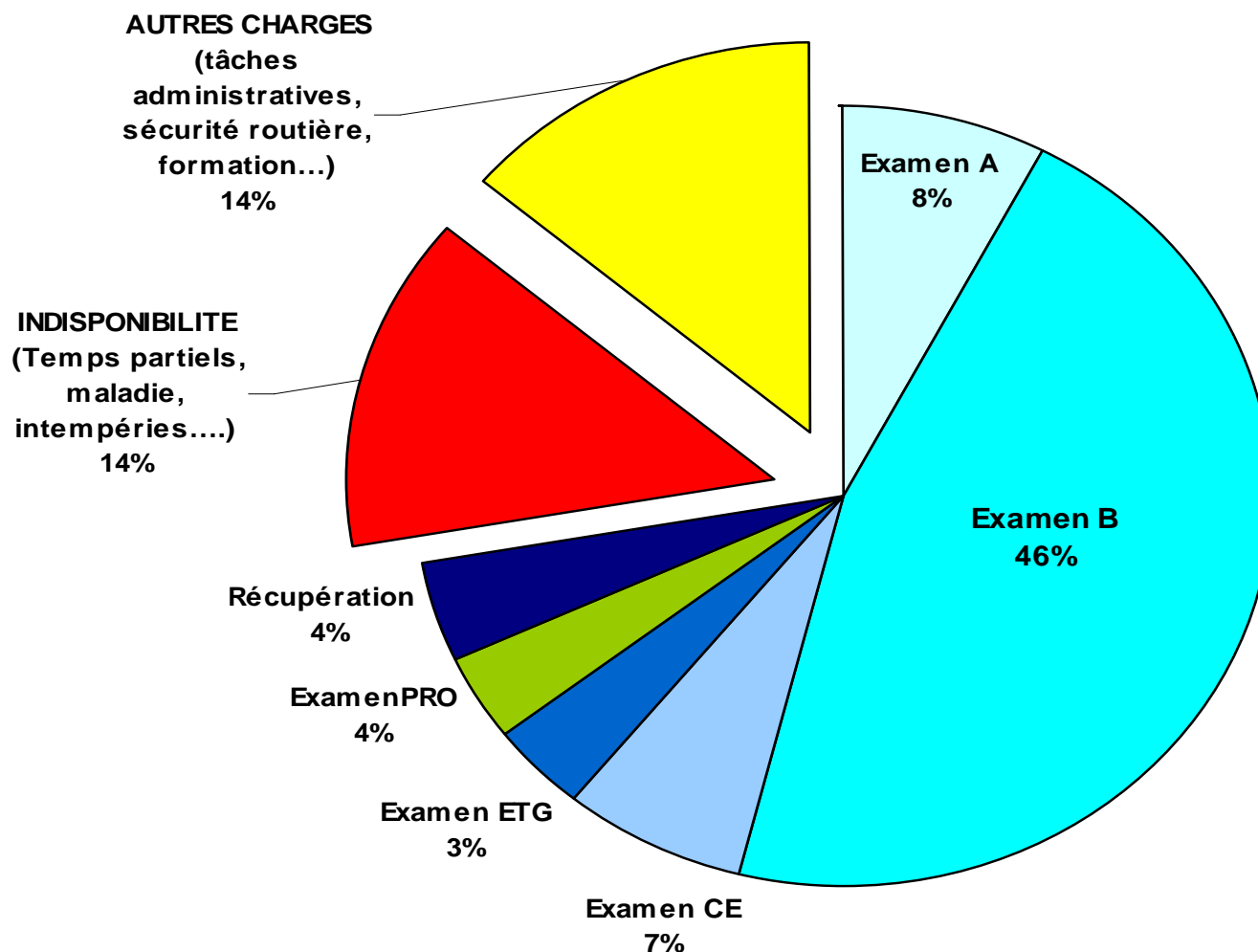
134 500 places d'examens B dégagées entre juillet 2014 et août 2015



# 16 mois après...

## De décembre 2014 à novembre 2015

(206 jours exclut les dimanches, samedis hors examens supp et congés légaux)

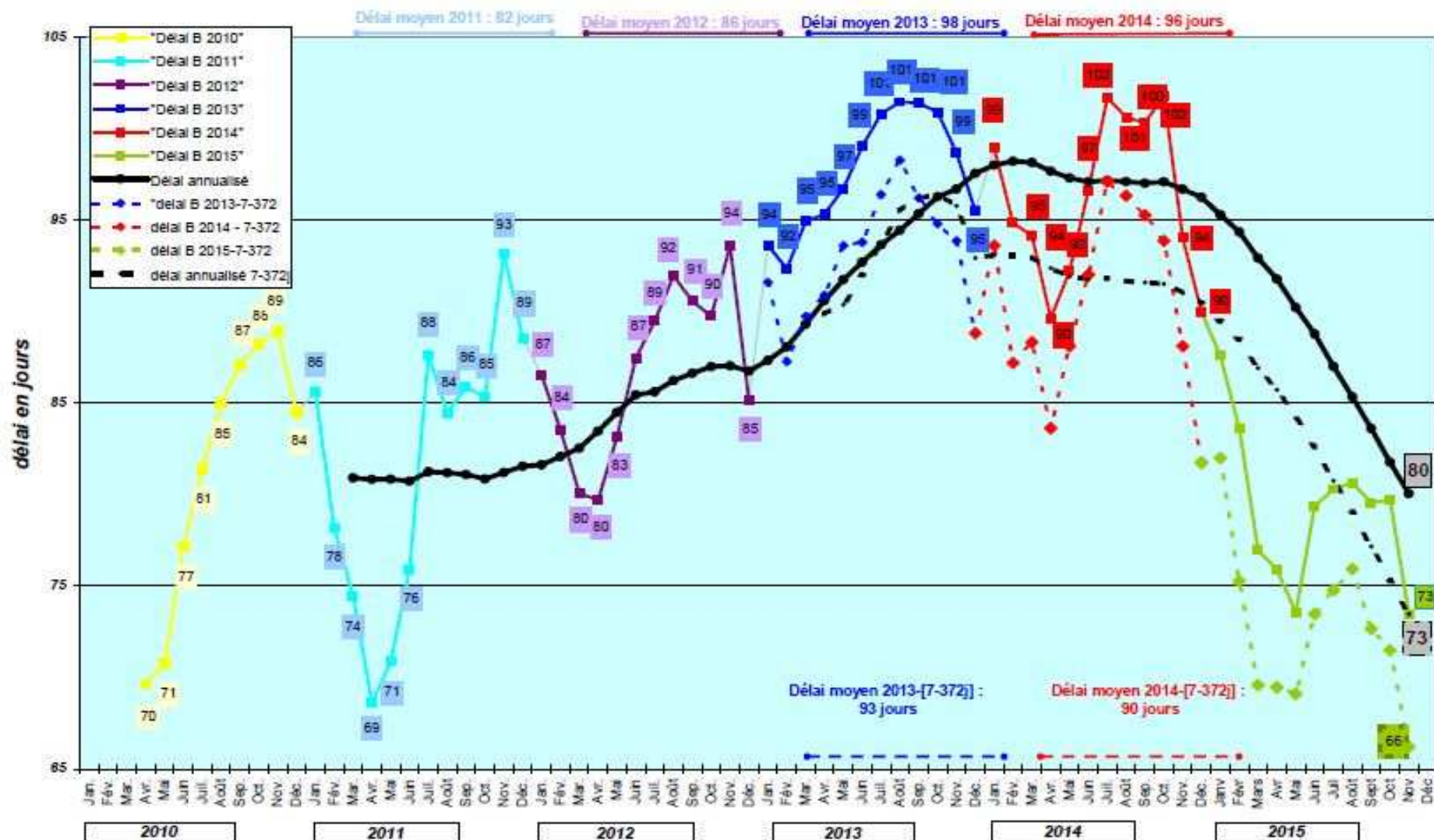


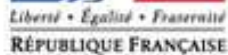




# Situation 16 mois après la réforme

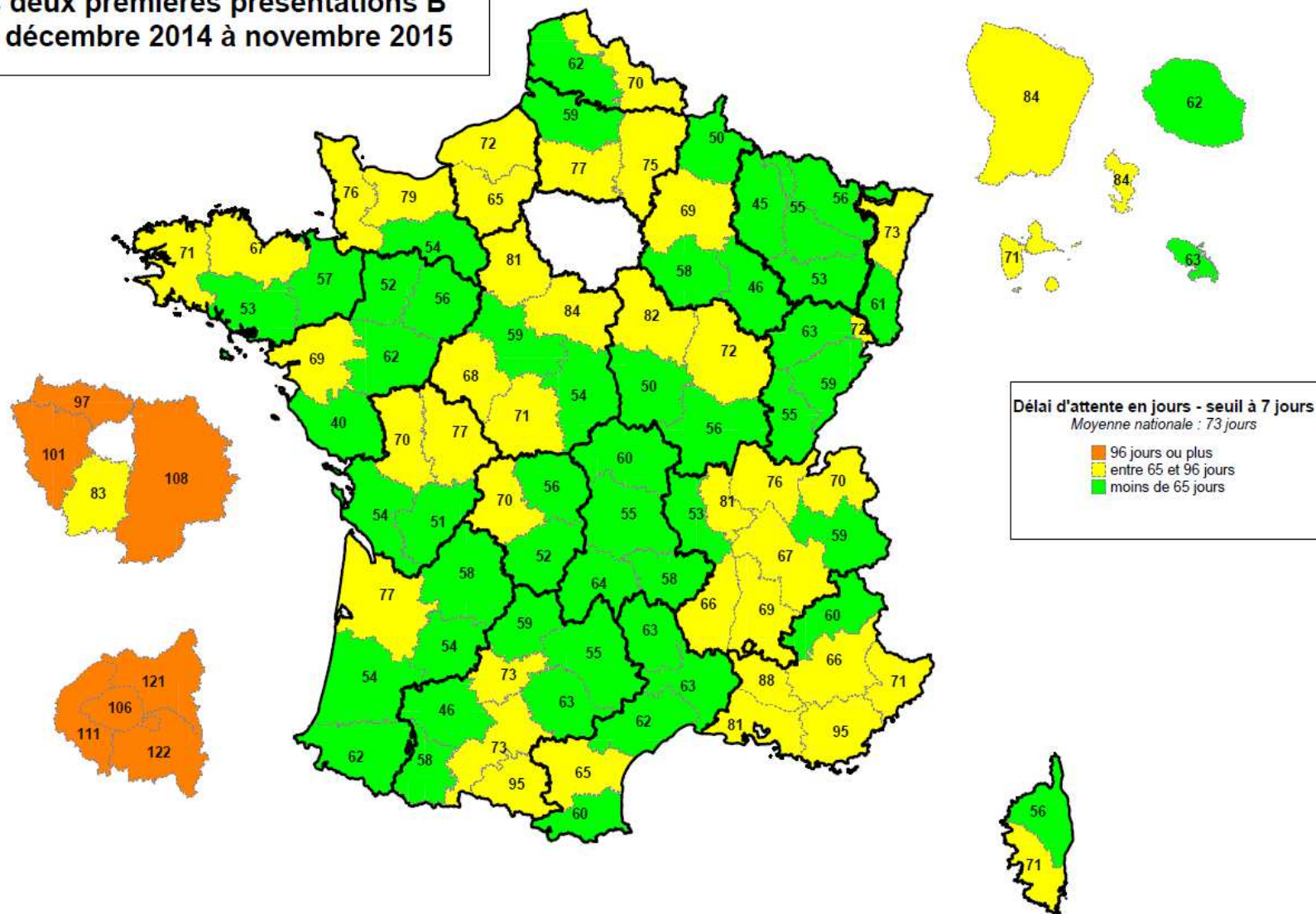
Le délai moyen en jours entre les deux premières présentations pratiques de la catégorie B de 2010 à novembre 2015





## 16 mois après...

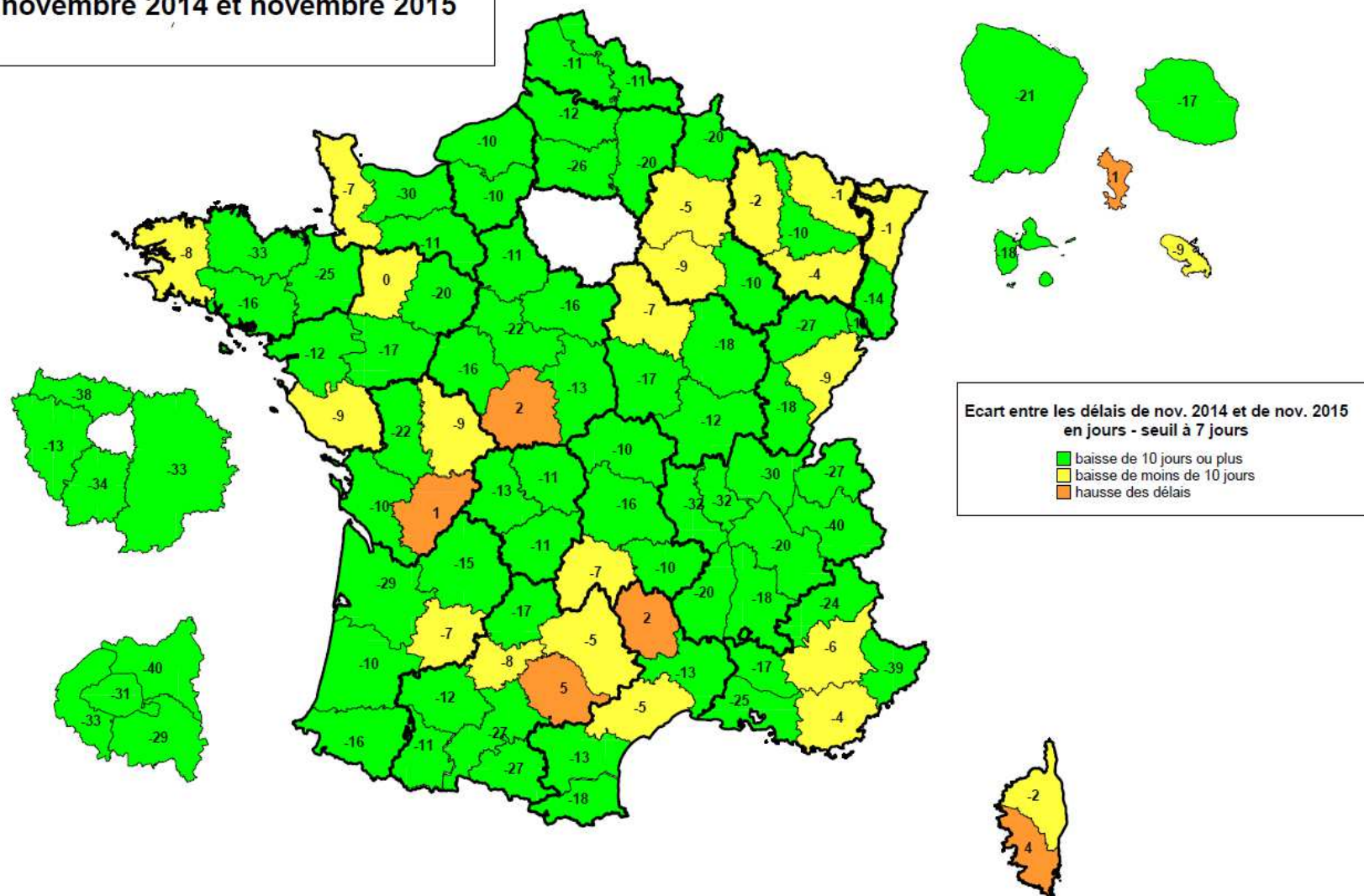
**Délai d'attente entre  
les deux premières présentations B  
de décembre 2014 à novembre 2015**





# 16 mois après...

Evolution des délais d'attente en B  
entre novembre 2014 et novembre 2015





# 16 mois après...

## Délais d'attente selon les seuils retenus

Seuils	Délai mensuel		Délai moyen annualisé en jours		Délais médians en jours	
	Nov 2014	Nov 2015	Nov 2014	Nov 2015	Année 2014	Nov 2015
14 - 365	94	73	97	80	69	53
7 - 372	88	66	91	73	61	46



# Créer plus de places d'examen B

## Les mesures 2015 - 2016 (1/2)

- Promotion exceptionnelle de 25 IPCSR ==> **+ 67 000 examens B**  
en formation à l'INSERR de mai à septembre 2015  
en poste en IDF depuis le 7 octobre 2015
- Renfort de 50 agents de la Poste ==> **+ 134 000 examens B**  
en formation à l'INSERR depuis novembre 2015  
en poste le 29 février 2016 principalement en IDF et PACA et RAA

## Renfort d'agents ==> **+ 201 000 examens B**

- Promotion de 25 IPCSR ==> **+ 67 000 examens B**  
en formation à l'INSERR à partir de septembre 2015  
en poste le 1er février 2016

# Créer plus de places d'examen B

## Les mesures 2015 - 2016 (2/2)

### **Externalisation de l'ETG en cours ==> + 142 000 examens B**

- Décret en cours d'examen auprès de l'Autorité de la concurrence puis passage au Conseil d'Etat
- Au moins 3 grands réseaux potentiellement intéressés
- Mise en œuvre de la mesure premier semestre 2016

### **Externalisation des Diplômes (EN) ==> +15 000 examens B**

- Année scolaire 2015/2016
- Formation des enseignants au passage de l'ETG en octobre 2015
- Information sur les modalités d'évaluation des épreuves pratiques PL en novembre 2015
- Retrait des inspecteurs des épreuves pratiques : décembre 2015

**Externalisation des titres professionnels et examens Poids Lourds  
rendue possible par la loi** (Ministère du travail, de l'emploi, de la  
formation professionnelle et du dialogue social)



# L'externalisation de l'épreuve théorique générale

- Projet de décret en cours d'examen par l'Autorité de la concurrence (19 janvier 2016) et au Conseil d'État, date de publication visée : **février 2016**
- Sites pilotes en situation réelle d'examen en **avril 2016**
- Premiers examens organisés par des organismes agréés : **mai 2016**
- Transfert complet au plus tard **mi-2016**
- Seules demeureront de la compétence de l'État les épreuves théoriques générales organisées pour les publics particuliers (détenus, personnes handicapées, personnes non francophones)

# Les nouvelles diapositives

- 1 000 nouvelles questions, certaines sous forme de vidéos ou d'images de synthèse
- 9 familles de la directive 2006/126/CE. Sous-familles du REMC.
- Mettre l'accent sur la perception des risques et les bons comportements plutôt que sur la seule connaissance de la réglementation
- Déploiement prévu en avril
- Présentation d'un échantillon

# La réforme du permis de conduire : les écoles de conduite

**Une concertation engagée en 2014 avec la profession autour de trois objectifs...**

- Rendre plus transparentes les relations avec les élèves,
- Simplifier et moderniser la réglementation en matière d'agrément,
- Améliorer la qualité de la formation.

**... et dont les conclusions sont renforcées par la loi Macron.**



# La réforme du permis de conduire : les écoles de conduite

## Les apports de la loi Macron à cette démarche de modernisation (1/2) :

- Promotion de la conduite accompagnée : doit être proposée systématiquement par les EECA ; suppression de la condition de durée et de distance pour la conduite supervisée.
- Suppression de la condition de formation pour l'accompagnateur à titre non onéreux.
- Reconnaissance des démarches d'amélioration de la qualité par labellisation ou certification.

# La réforme du permis de conduire : les écoles de conduite

## Les apports de la loi Macron à cette démarche de modernisation (2/2) :

- Suppression de la consultation de la CDSR en matière d'agrément.
- Le contrat entre l'élève et l'EECA peut être conclu par tous moyens, y compris en ligne, sous réserve d'une évaluation préalable au contrat réalisée en présence de l'élève et de l'enseignant, dans le local ou le véhicule.

**La loi Macron n'a supprimé  
ni les 20h obligatoires,  
ni l'obligation de disposer d'un local.**

# La réforme du permis de conduire : les écoles de conduite

**Le décret du 25 novembre 2015 a déjà traduit dans le code de la route plusieurs de ces mesures :**

- Fin de la consultation CDSR pour les agréments de l'article L. 213-1 du code de la route,
- Conduite supervisée : suppression durée et distance minimales ainsi que du second RVP obligatoire,
- Mais aussi : rénovation de la capacité de gestion au 1er juillet 2016 par la création d'un certificat de qualification professionnelle (CQP).

# La réforme du permis de conduire : les écoles de conduite

## Les projets en cours (1/3) :

- **Transparence des relations contractuelles EECA / élèves** : refonte des clauses obligatoires (R.213-3) → principe d'un engagement de l'établissement portant sur le nombre d'heures de formation à accomplir avant la présentation à l'examen, à l'issue d'un bilan réalisé à la 20ème heure (décret en Conseil d'Etat).
- **Simplification de l'agrément** : réécriture de l'arrêté du 8 janvier 2001 avec plusieurs points d'évolution : multi-activité, suppression de la surface minimale obligatoire et renvoi au droit commun ERP pour les normes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité, définition du lien contractuel entre exploitant et enseignant.
- **Projet d'instruction interministérielle** pour améliorer l'efficacité de la lutte contre les dérives constatées en matière de respect du cadre de l'enseignement à titre onéreux.

# La réforme du permis de conduire : les écoles de conduite

## Les projets en cours (2/3) :

- **Modification de l'arrêté du 22 décembre 2009** notamment pour généraliser l'AFFI et faciliter encore l'accès à la conduite supervisée.
- **Promouvoir l'apprentissage sur boîte automatique** : dérogation aux 20h minimum et régularisation du code 78 par une formation (arrêté).



# La réforme du permis de conduire : les écoles de conduite

## Les projets en cours (3/3) :

- **Réforme du permis à 1€ par jour** : prêt complémentaire de 300 € après un échec et ouverture du dispositif aux personnes ayant déjà commencé une formation (décret simple et arrêtés).
- **Mise en œuvre de la démarche qualité** : élaboration avec tous les acteurs concernés d'un référentiel pour la labellisation par l'Etat, qui se substituera à terme au conventionnement « permis à un euro par jour ».
- **Rénovation du conseil supérieur de l'éducation routière (CSER)** : décret simple qui précisera notamment les nouvelles modalités de désignation du collège des professionnels élus.

# Méthode Nationale d'Attribution (MNA)

## Modification de la MNA en application de l'article L. 213-4-1 du code de la route

### Objectifs :

- Prise en compte du nombre de formateurs dans le calcul des places attribuées
- Garantir l'accès des candidats libres à une place d'examen

### Arrêté modifiant la MNA :

- Obligation pour les EECA de déclarer en équivalent temps plein (ETP) les enseignants de la conduite et de la sécurité routière

### Avancement au 19 janvier 2016 :

- La consultation de l'ADLC au sujet de l'arrêté est en cours.
- Un formulaire de collecte du nombre de formateurs (ETP) par auto-école est en cours de test en Vendée.
- La nouvelle version d'Aurige, livrée le 12/01/2016, comporte la prise en compte du nombre de formateurs pour le calcul de la MNA.

# Textes parus / à paraître

- Renouvellement du permis de conduire des **Français établis à l'étranger** (décret et arrêté)
- **Tests psychotechniques** (décret et arrêté)
- Obtention de la **catégorie A** du permis de conduire (CISR 2015) (décret et arrêté)
- Transposition de la directive 2014/85 :
  - Arrêté du 21 décembre 2015 « tunnels »
  - Arrêté du 18 décembre 2015 affections médicales
- Mise en œuvre de la loi du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire
  - Arrêté du 21 décembre 2015 « journée défense et citoyenneté »
- Mise en œuvre de la loi du 17 mars 2015 : notions élémentaires de **premiers secours** à l'examen pratique
- Accès des employeurs et polices municipales au SNPC (PPL Savary)
- CECUR : expérimentation (CISR 2015)...